



**Le projet de budget 2025
est une provocation faite
aux services publics
et à leurs personnels.**

L'Éducation nationale perd ainsi près de 4 000 postes d'enseignant·es. Le ministère des finances absorbe 25% des suppressions d'emplois prévues par le projet de budget. France Travail perd des centaines de postes.

Pendant ce temps, les forces armées et l'Intérieur voient leur budget augmenter encore.

Ce projet de budget traduit les priorités réactionnaires et libérales du gouvernement.

Il conduira à une nouvelle dégradation des services publics partout sur le territoire. Il se traduira par l'accroissement des inégalités territoriales, la dégradation des conditions d'accueil du public et des conditions de travail des agent·es.

Pour Solidaires fonction publique, ce projet de loi de finances est inacceptable.

Il est nécessaire au contraire de renforcer sans délai les services publics partout sur le territoire. C'est une demande forte de la population, qui exige des services publics de qualité et de proximité partout.